



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des enquêtes publiques et installations
classées

76/jpr/ag

Arrêté du 16 décembre 2024 portant mise en demeure à la société Tronox France SAS de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Vieux-Thann (site de l'Ochsenfeld)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 26.I.3.b et son article 15,
- VU** la visite d'inspection du site du 4 octobre 2024 ;
- VU** le rapport de cette visite du 4 octobre 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations et les éléments apportées par l'exploitant par courriel du 4 novembre 2024 dans le cadre des 15 jours de contradictoire sur le projet de mise en demeure,

Considérant que lors de l'inspection du 4 octobre 2024 et l'examen des documents associés, l'Inspection a pu constater que :

- le point de prélèvement utilisé pour l'autosurveillance du circuit d'eau de refroidissement n'est pas représentatif du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement, en non-conformité aux dispositions à l'article 26.I.3.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

- l'échangeur de chaleur (notamment sa partie tuyauterie) avec les eaux rejetées à la Thur n'est pas correctement entretenu, en non-conformité aux dispositions de l'article 15 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les éléments et observations apportés par l'exploitant par courriel le 4 novembre 2024 dans le cadre du contradictoire, ne modifient pas l'application des dispositions prévues à l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement car les éléments transmis postérieurement à la visite ne remettent pas en cause les non-conformités constatées et que le retour à la conformité des installations devra faire l'objet d'un contrôle sur site,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société TRONOX SAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 95 avenue du général de Gaulle – 68 800 THANN, est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées au lieu-dit Ochsenfeld 68800 Vieux-Thann, de respecter les prescriptions précisées aux articles suivants, dans les délais qui y sont indiqués.

Article 2 :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.3.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé :

« Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement. [...] »

Article 3 :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ; :

« Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues [...] ».

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 16 décembre 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

AUGUSTIN CELLARD